

la LETTRE DE LA FONDATION GABRIEL PÉRI

n° 1 février 2005

*Analyse Capitalisme et alternatives p. 2 • Fondation Colloque international p. 3
• Histoire Gabriel Péri, un engagement p. 4 • Document Un article de Gabriel Péri p. 4 • Monde Proche-Orient : nouvelle donne, nouveaux espoirs ? p. 6 • Mémoire Travail sur les archives p. 7 • Fondation Calendrier du printemps p. 8*

EDITORIAL

Le défi de la connaissance

POUR UNE VISÉE CLAIRE

réer une fondation politique qui s'inscrive dans la mouvance communiste était une idée ancienne. Nous nous sommes attelés à sa réalisation avec détermination, conscients de sa nécessité, sans doute même, de son urgence. Michel Maso, le directeur de la Fondation, en expose ci-après les raisons et les ambitions. Je n'y insisterai pas. Sauf, peut-être, pour rappeler ce que j'ai eu l'occasion de souligner devant de jeunes professionnels et des étudiants de la Conférence Olivant, en octobre dernier :

« Dans la lutte politique, les partis confrontent des opinions, des positions, quelque fois des analyses. La vocation d'une Fondation est tout autre. Il s'y approfondit et s'y confronte des connaissances. Il peut en naître des idées – il serait souhaitable qu'il en soit ainsi. Que ces idées s'incarnent dans le projet de tel ou tel parti n'est cependant pas le but. Le but, c'est d'être utile au débat républicain, c'est-à-dire à la préservation du pluralisme politique.

Si je reprends, aujourd'hui, ce propos, c'est pour mieux m'attacher à une dimension de la politique que j'estime essentielle : l'éthique.

La morale en politique est affaire de probité, bien sûr. Elle n'est pas que

cela. Elle tient à une cohérence parfaite entre le but et le moyen ou, si l'on veut, entre la pensée et l'action. Il ne s'agit pas seulement ici que les promesses soient tenues – On sait comment les citoyens ont pris l'habitude, ces dernières décennies, de sanctionner l'écart entre les programmes électoraux et les réalisations – il s'agit d'inscrire ses actes dans une visée qui soit claire pour toutes et tous : là se trouve, de mon point de vue, la ques-

tion de la politique aujourd'hui. Et pour qu'une visée soit claire, il faut qu'elle s'appuie sur une connaissance du réel à la fois profonde et étendue. Bref, la politique a besoin de recherche scientifique, plus encore que par le passé. Notre ambition est, en toute humilité, de contribuer à servir cette connaissance.

Robert Hue •
Sénateur
Président de la Fondation Gabriel Péri

POINT DE VUE *Pistes pour la réflexion et l'action*

LA POLITIQUE, LES IDÉES

our désigner les fondations politiques – beaucoup plus nombreuses en Grande-Bretagne, aux Etats-Unis, en Allemagne qu'en France – les Anglo-Saxons emploient l'expression « Think tanks », que nous traduisons par « boîtes à idées ».

Nous ne proposons pas de nous approprier cette terminologie. Elle recouvre, dans les pays concernés, une réalité déjà ancienne et, surtout, très particulière. En vérité, ces fondations sont souvent des groupes de pression intervenant directement dans le champ politique, à côté ou

« par dessus » les partis politiques. Ce n'est pas notre ambition. En revanche, nous voulons essayer de travailler, avec la Fondation Gabriel Péri, à l'indispensable échange d'idées, à la confrontation pluraliste qu'exige le débat politique. Nous voulons ainsi contribuer à la production d'idées neuves, à l'ouverture de pistes de réflexion et d'action pour l'avenir (1).

Au fond, loin des contingences imposées par « le quotidien » auxquelles sont confrontés tous les partis politiques, les fondations ont le bon profil

page 2 →



→ suite de la p. 1

pour investir pleinement, et en toute indépendance, les domaines de l'étude, de la recherche, de la confrontation des idées et des pistes pour l'avenir... avec la volonté de s'ouvrir à un maximum de points de vue. Elles pourront encourager ces réflexions – elles sont nombreuses, mais souvent confidentielles, parfois ignorées – conduites tout aussi bien par des universitaires que par des personnalités ou des organisations de ce que l'on nomme le « mouvement social », en France, en Europe et dans le monde. La Fondation Gabriel Péri est, selon les termes de sa reconnaissance d'utilité publique, une « fondation à vocation politique ». C'est donc bien de politique qu'elle se préoccupe, mais dans l'esprit évoqué précédemment : afin d'élargir les espaces proposés à la connaissance théorique et à celle des expériences concrètes menées, en France et ailleurs, sur le terrain strictement politique. Le choix que nous faisons de nos invités au premier colloque de la Fondation atteste de cette volonté, de même que nos premières rencontres, avec Pascal Boniface, Jean Lojkine et Edith Heurgon.

ET NOUS AVONS LA CONVICTION qu'il est bien besoin de s'engager dans cette voie. Il est indispensable que la sensibilité communiste ne soit pas absente de ce nouveau territoire quand toutes les autres grandes familles politiques nous y ont précédés.

C'est la raison pour laquelle le Parti communiste a décidé, à son tour, de créer une fondation, naturellement en proximité politique avec lui et, en même temps, indépendante de lui dans ses choix et dans sa gestion. La loi dispose qu'il doit en être ainsi, rigoureusement. Mais au-delà de la loi, il faut que tel soit bien le cas pour des raisons de crédibilité, d'efficacité, si nous voulons atteindre les objectifs que nous nous fixons.

Michel Maso •

Directeur de la Fondation Gabriel Péri

(1) Le préambule des statuts et le texte intégral de ceux-ci sont accessibles sur notre site : www.gabrielperi.fr. On trouvera également sur ce site l'exposé de Robert Hue devant les jeunes professionnels et les étudiants de la Conférence Olivain, le 27 octobre 2004.

ANALYSE

Capitalisme et alternatives

NOUVEAUX RAPPORTS DE CLASSE ET CRISE DU POLITIQUE

près la chute du système soviétique en 1991, on a pu croire que la social-démocratie avait gagné la partie. Certes aujourd'hui son influence est dominante dans le monde entier parmi les forces progressistes, alors que les partis communistes sont tous sur le déclin, mais pourtant la social-démocratie traverse aujourd'hui, elle aussi, une crise majeure soulignée par ses principaux théoriciens, comme par exemple le sociologue Anthony Giddens, proche de Tony Blair.

L'Etat Providence mis en place par la social-démocratie (protection sociale, services publics) avec l'appui notable des classes dites « moyennes » de la Fonction publique, mais aussi du mouvement ouvrier, est aujourd'hui démantelé, pièce par pièce, par ceux-là même qui revendiquent l'héritage social-démocrate ; ses rénovateurs, à l'instar de Tony Blair, Michel Rocard ou Jacques Delors, n'ont pas de mots assez durs pour dénoncer non seulement l'étatisme soviétique mais aussi l'étatisation des services publics occidentaux, la faillite du projet social-démocrate originel, la critique du Keynésianisme et de l'intervention de l'Etat dans l'économie, la nécessité d'ouvrir tout le secteur public à la concurrence et au modèle gestionnaire de l'entreprise privée capitaliste.

LE RÉSULTAT C'EST UNE COUPURE, mondiale, entre les classes populaires, mais aussi les classes dites « moyennes », et leurs représentations partisanes, qu'il s'agisse des social-démocraties ou des partis communistes qui n'arrivent pas à dépasser leurs références historiques à la « classe ouvrière ». Abstention, vote pour des partis populistes manifestent le profond désarroi d'un salariat multipolaire

qui ne se reconnaît plus ni dans la classe ouvrière ni dans la classe « moyenne » profondément atteinte aujourd'hui par la précarisation.

Les raisons profondes de cette crise de la représentation politique sont doubles. D'une part la mutation radicale du travail informationnel (le travail en réseaux décentralisés non hiérarchisés) n'a toujours pas été prise en compte par des organisations partisanes délégataires, élitistes, pyramidales, et toujours machistes, malgré les déclarations d'intention de leurs dirigeants. D'autre part, le capitalisme informationnel a introduit un immense désarroi chez les salariés en utilisant la révolution informationnelle pour diffuser un « libéralisme libertaire » qui brouille les repères de la critique sociale sans pour autant diminuer la féroce des modes d'exploitation des salariés.

FLEXIBILITÉ RIME AVEC PRÉCARITÉ, les contrats de mission à durée déterminée remplacent, dans le secteur privé mais aussi maintenant dans le secteur public, les emplois à temps plein, sécurisés, sans obligations de résultats, dans une même entreprise ; mais pour autant la nouvelle génération salariée ne veut nullement renoncer à la mobilité volontaire, à l'investissement individuel dans un travail attractif. Bonheur et souffrance au travail brouillent les résistances au libéralisme, comme on a pu le voir à travers cette figure emblématique de la « flexibilité heureuse » qu'était l'intermittent du spectacle.

C'est la raison pour laquelle l'éclatement du mythe de la classe moyenne, sous les coups de butoir de la précarisation de l'emploi et du logement, n'a nullement abouti à un « retour » à la « classe



ouvrière », à une vision simplifiée d'un prolétariat homogène regroupant aussi bien les ouvriers que les employés et les professions intellectuelles salariées, voire même les professions libérales (médecins, infirmiers, juges).

Par contre, l'entrée dans la contestation sociale des professions intellectuelles, depuis les années 80, met en cause aussi bien les thèses sur la « moyennisation » de la société que la conception purement culturaliste des nouveaux mouvements sociaux : l'affrontement capital/travail se poursuit (qu'il s'agisse des revendications « matérialistes » concernant les effectifs enseignants ou des salaires des hospitaliers) mais il prend de nouvelles formes, y compris avec une dimension symbolique, culturelle, à travers la défense des services publics, la recherche de nouvelles organisations de l'enseignement ou de l'hôpital.

EST-CE À DIRE QUE LES ORGANISATIONS « altermondialistes » (Forum Social Mondial, Attac, etc...) ont pu se substituer à des organisations partisanes défaillantes et recomposer de nouvelles identités sociales représentant l'ensemble du nouveau salariat multipolaire ? Nous en sommes bien loin. Ces organisations n'ont mobilisé qu'une fraction des professions intellectuelles mais restent coupées des classes populaires (ouvriers et employés) qui représentent toujours depuis un demi-siècle 60 % de la population active. La raison majeure réside dans les nombreux obstacles qui freinent l'intervention massive des salariés et des citoyens dans la vie de leur entreprise et de leur Cité. Nous ne reviendrons pas sur les obstacles idéologiques (la vague libérale) et économiques (le poids du chômage et de la précarisation) qui pèsent sur la conscience des salariés.

NOUS NE POINTERONS ICI QU'UN OBSTACLE politique, la résistance des institutions représentatives aux tentatives pour instaurer une véritable démocratie participative permettant l'intervention réelle des gens sur la gestion de

leur entreprise ou de leur pays. Les nouvelles formes démocratiques ont été revendiquées par le mouvement altermondialiste et même une partie du mouvement syndical, mais elles n'ont de sens que si elles s'intègrent dans la construction de véritables alternatives crédibles (au-delà des utopies non marchandes) aux politiques néo-libérales. Or le mouvement cheminot de 1995 en France contre la réforme Juppé de

la sécurité sociale, s'il donna naissance à des formes originales de démocratie directe, buta, comme le mouvement de 2003 contre la réforme des retraites, sur la question des alternatives concrètes aux réformes libérales.

Jean Lojkine •

*Directeur de recherche CNRS.
(Extrait d'une contribution à paraître dans un ouvrage collectif d'Actuel Marx aux PUF)*

FONDATION *Colloque international le 16 avril*

TRANSFORMATION DE LA SOCIÉTÉ ET MONDIALISATION

1 e 16 avril prochain se tiendra le premier colloque de la Fondation Gabriel Péri (1). Pour cette édition inaugurale, nous avons voulu donner à voir ce que doit être selon nous le rôle de la Fondation : un lieu de débat et de production d'idées de la famille communiste dans un processus de confrontation créative largement ouvert.

Dans cet esprit, nous avons souhaité aborder d'emblée un sujet d'importance primordiale, porteur d'inquiétudes, d'interrogations mais aussi d'espoir et de perspectives de mobilisations sociales et politiques : celui des rapports entre transformation de la société et mondialisation.

LA MONDIALISATION telle qu'elle se développe aujourd'hui, dominée par les marchés financiers, les multinationales, la logique impériale de l'hyper puissance américaine est, pour des millions de gens à travers la planète, synonyme de chômage massif, de délocalisations, de surexploitation, d'accroissement des inégalités, de fracture de plus en plus profonde entre les pays riches et les pays pauvres, de marchandisation généralisée, de mise en cause des services publics et des biens publics.

Sommes-nous pour autant condamnés à l'impuissance ? N'existe-t-il pas des leviers pour changer le cours des choses dans un processus de luttes sociales, sociétales et politiques ? Dans une articulation des responsabilités des différents territoires du local au mondial en passant par les nations et par l'Europe se fixant pour but la coopération et le progrès partagé ? Dans une bataille pour développer des régulations à l'échelle planétaire ou régionale (au sens des régions du monde) s'opposant à la loi des marchés ? Enfin, dans un essor de la démocratie d'intervention à tous les niveaux ?

TELLES SONT QUELQUES UNES des questions et des problématiques qui seront présentées et débattues le 16 avril.

Participeront au colloque des personnalités de sensibilités, d'expériences, de responsabilités et de nationalités diverses qui exposeront leur vision de ces questions et dialogueront avec l'assistance.

Nous le ferons sans prétendre dégager une position au nom de la Fondation, telle n'est pas notre vocation, mais en espérant pouvoir enrichir la réflexion de chacun et de tous car telle est notre utilité.

Alain Obadia •



« MORDRE DANS LE GR

1es initiateurs de la Fondation ont choisi de lui donner le nom de Gabriel Péri. Ils n'ont pas tant voulu sanctifier un homme ou s'inscrire dans un mythe que signifier une ambition et une démarche : la conviction sans laquelle il n'est point d'engagement et l'humilité du doute sans laquelle il n'est point de science. Péri l'écrivait lui-même dans sa prison : « J'étais venu à la Révolution par la voie de l'étude passionnée, de la méditation fiévreuse. J'avais marché strictement seul, la plupart du temps, et, pour chercher plus sûrement, j'avais accepté des renoncements, consommé des ruptures, accompli des efforts exaltants sans doute, mais souvent douloureux. » « Cette attitude, indiquait Robert Hue lors d'une rencontre avec des étudiants, caractérisera son engagement, son travail de parlementaire et de journaliste, sa responsabilité de dirigeant, jusqu'à sa dernière nuit, où il préférera le poteau plutôt que la trahison. Elle reste pour nous une leçon au moment où nous nous engageons à « mordre dans le granit de la science », selon sa propre expression ».

SA VIE EN TÉMOIGNE, Gabriel Péri était un esprit libre (1). Il le manifesta non sans provoquer les jalousies et déclencher les anathèmes. Il n'est pas favorable à la tactique dite « classe contre classe » entre 1928 et 1932. En 1929, il est écarté de la direction à laquelle il participe depuis 1924. Il y revient grâce à Maurice Thorez, en 1932. Auparavant, il s'est opposé, avec Cachin et Vaillant-Couturier, au changement de formule de l'Humanité qu'impose l'Internationale communiste en 1928. L'IC jugeait le quotidien trop « intellectuel », « petit-bourgeois ». Plus tard, au moment de Munich, on l'accusera de prêcher une politique de « force » quand il conjure Paris et Londres de ne rien

céder au Reich. « Péri fait ce qui lui plaît, écrivait Marty dans une note interne en 1935. Il s'absente quand il veut, pour le temps qu'il veut et l'on ne sait jamais où il est... » Le même adressera, en 1940 depuis Moscou, une nouvelle note à Jacques Duclos : « Il faut écarter Péri du poste confié/Rédaction des documents/à cause de : tout son passé/journalistique, etc. son appui aux éléments trotskistes dans la

région frontière des Pyrénées-Orientales/Catalogne française/ses relations personnelles ». On trouve dans les archives du Komintern (Internationale communiste) encore une autre note, signée d'un certain « Simon » qui pourrait être Tréand, selon Claude Pennetier, et daté de 1940 : « A toujours une attitude politique chancelante. Grosse difficulté avec lui, il faut discuter chaque quinze jours avec lui.

DOCUMENT

Un article de Gabriel Péri dans

MUNICH LA VEIL

1es coups de théâtre se succèdent. Hier, au début de l'après-midi, l'Europe a appris la grande nouvelle : MM. Daladier et Chamberlain rencontreront, aujourd'hui à 15 heures, à Munich, Mussolini et Adolf Hitler. Cette rencontre avait été précédée d'un message du président Roosevelt et d'une démarche de lord Perth au comte Ciano. Le président de la République américaine avait adressé au Führer un appel qui était une manière d'avertissement. Il suggérait la réunion en pays neutre d'une conférence internationale. Il soulignait la gravité de la responsabilité qu'assumerait l'Allemagne nazie si elle se dérobait à la conversation. Que cet avertissement ait joué dans les déterminations d'hier un rôle essentiel, nul ne pourrait le mettre en doute.

ON A SUPPLIÉ LES DICTATEURS. Mais le fait est que ce n'est point à la suggestion du président américain que se sont ralliées les puissances. La Grande-Bretagne a supplié le Duce d'adjurer le Führer d'Allemagne d'accepter la parlotte. Le Führer n'a point négligé l'occasion qui s'offrait de rehausser son prestige. Il a fait attendre son

consentement. Il l'a finalement accordé comme on accepte de souscrire à un grand sacrifice. Que le monde s'incline devant la magnanimité du chancelier ! Il consent dans sa générosité d'âme à recevoir MM. Chamberlain et Daladier à Munich, berceau du « National Socialisme » et à discuter avec eux du dépècement de la Tchécoslovaquie. Mais qu'on ne s'y méprenne point, Adolf Hitler nous prévient que c'est son amitié pour Mussolini qui l'inspire en l'occurrence. Il nous avertit par avance que c'est à lui et à son allié de l'Axe, et à eux seuls, que le monde inquiet devra témoigner sa gratitude. (...)

QUE M. DALADIER REUSE donc dans l'avion le récit hallucinant des entretiens germano-britanniques fait hier aux Communes par M. Chamberlain. Après ces lectures, on sait à quoi s'en tenir sur la nature de ces « conversations » où l'un des interlocuteurs a placé le revolver sur la table et menace à tout bout de champ de mettre en marche son armée. Nous ne jugeons pas les voyageurs de Munich sur leurs intentions. Nous apprécions les voyages précédents à

RANIT DE LA SCIENCE »

Coupé (sic) des masses, il est un peu désemparé.

EN AOÛT 1939, STALINE ET HITLER signent un pacte de non-intervention. Les communistes français sont atterrés, mais ils justifient l'attitude soviétique. Pas tous. Nizan claque la porte. Péri, visiblement, est déconcerté. Ses doutes transparaissent. D'abord dans ses silences : il évite l'approbation nette. Ensuite, dans ses propos lors de la dernière commis-

sion des Affaires étrangères à laquelle il assiste avant que les députés communistes soient contraints à l'illégalité : « Une attitude sentimentale et passionnelle à l'égard du traité ne servirait de rien (...). Le mieux serait d'essayer de faire du traité un point de départ dans le sens de la pacification générale ». Il soutint que le pacte n'aurait qu'un effet provisoire, que la situation restait instable. Il n'approuve pas en 1940 la thèse

communiste de « la guerre impérialiste » et la demande faite aux Allemands d'autoriser la re-publication de l'*Humanité*. L'attaque allemande contre l'URSS, le 22 juin 1941, lui donna raison. Elle le surprit en prison. Il avait été arrêté le 18 mai. Le 15 novembre, il était fusillé.

Bernard Frederick •

(1) La Fondation prépare pour l'automne prochain l'édition d'une biographie de Gabriel Péri par le jeune historien Alexandre Courban.

· *L'Humanité*

LE DE LA CAPITULATION

leurs résultats. Nous constatons que ces résultats ont été déplorables ; que les pèlerinages au Canossa hitlérien ont aggravé les exigences nazies et rendu le danger de guerre plus pressant. Nous en concluons que la méthode employée n'est pas une bonne méthode.

Les pèlerinages au Canossa hitlérien ont aggravé les exigences nazies.

La rencontre de Munich appelle une autre observation. En fait, elle ressuscite le pacte à quatre. Il est inouï de penser qu'une conférence va décider du sort de la Tchécoslovaquie en l'absence de la République tchécoslovaque. Il est inouï de penser qu'à la table de Munich s'assiéra l'Italie, qui n'a d'autre qualité que celle d'alliée de l'Allemagne et de première protagoniste du démembrement tchécoslovaque, mais que de la conversation l'URSS sera exclue – l'URSS associée de la France, et aujourd'hui liée par un pacte d'assistance mutuelle

avec la Tchécoslovaquie. Le pacte franco-soviétique prévoyait cependant la collaboration des deux pays. On voudrait savoir quel rôle, de l'avis de M. Daladier, doit jouer le pacte franco-soviétique dans la politique extérieure de la France. Toute la tactique du pangermanisme a consisté à isoler la France de ses amis de l'Est et du Sud-Est. Cet effort a été couronné de succès après Berchtesgaden en ce qui concerne la Tchécoslovaquie. Veut-on achever l'œuvre de destruction en ce qui concerne l'Union Soviétique ? Le gouvernement français estime-t-il que son rôle est celui de fossoyeur des traités qui protègent la France ? (...)

LA RÉUNION DE MUNICH ne peut servir la paix que si elle est l'occasion d'une affirmation solennelle de la solidarité des puissances pacifiques en face de ceux qui veulent incendier le monde. Depuis deux jours, la France et la Grande-Bretagne se sont associées sur une ligne de résistance. Un communiqué du Foreign Office a souligné devant l'univers la communauté de résolution de Paris, de Londres et de Moscou. Aussitôt, les peuples ont repris confiance. La voix américaine

a retenti. La Pologne a battu en retraite. Bucarest et Belgrade ont intimé des avertissements significatifs. Tout cela au grand désarroi de ceux qui trahissent la paix, de notre cinquième colonne qui, sous la conduite de Flandin et des marchands de canons, veut livrer les vies françaises aux carnassiers nazis.

POUR MM. DALADIER ET CHAMBERLAIN, il n'est qu'une façon de servir la paix : c'est celle qui consiste à tenir ferme sur la ligne de résistance franco-britannique établie après Godesberg. La France et la Grande-Bretagne doivent s'en tenir au plan du 18 septembre et n'en pas démordre. Elles ne pourraient le faire, répétons-le, qu'en décidant la disparition de la Tchécoslovaquie. (...) Daladier, dites non ! (...) On demande au chef du gouvernement français de montrer au Führer que le Front de la paix est une réalité agissante, on lui demande de prononcer enfin ce non qui fera reculer la guerre et permettra aux peuples, au peuple allemand compris, de pousser un grand soupir de soulagement.

Gabriel Péri •

* Article paru dans *l'Humanité* du 29 septembre 1938, le titre est de notre rédaction.

RETOUR À LA POLITIQUE

1 a rencontre Mahmoud Abbas – Sharon, et l'annonce d'un arrêt mutuel des violences, concrétise la nouvelle donne au Proche-Orient. Rien n'est écrit mais l'espace y est rouvert pour un espoir de paix. Sitôt évoquée, l'espérance est tempérée par le rappel des échecs passés. Le chemin qui mène à un accord définitif est semé d'obstacles, dont certains n'ont jamais à ce jour pu être surmontés.

Mais en l'occurrence c'est la lucidité qui appelle la prise en compte des éléments nouveaux et de l'accélération des événements. Si ce n'est encore un nouveau processus de paix, le dialogue reprend après quatre années marquées par un niveau de violence parfois inouï avec les milliers de victimes palestiniennes et de destructions dans les territoires palestiniens, et l'horreur des attentats suicides. Si l'on ne saurait contester le droit des Palestiniens à lutter contre l'occupation, à résister pour l'affirmation de leurs droits nationaux, la militarisation de l'Intifada a fait très tôt débat dans la direction palestinienne, en comparaison de la dimension populaire de la première Intifada de la fin des années 80. Les attentats suicides en Israël ont été condamnés rapidement et avec fermeté par l'Autorité palestinienne, comme « contraires aux intérêts » palestiniens. Compte tenu du rapport de forces, le gouvernement Sharon profitait de la situation pour renforcer la politique de faits accomplis, pour refuser toute reprise du dialogue avec l'Autorité palestinienne, et isolait l'opposition pacifiste.

LA CONSTRUCTION DU MUR matérialisait la politique d'annexion et cette négation du dialogue. L'initiative de Genève fin 2003, préparée pendant près de trois ans par les équipes conduites par Iossi Beilin et Yasser Abed Rabbo, a eu d'autant plus d'impact qu'elle donnait crédit à

une solution politique : reconnaissance d'un partenaire des deux côtés, et reconnaissance qu'un accord acceptable par les deux parties était possible. Son mérite majeur, décisif me semble-t-il, résidait dans le fait qu'elle rouvrait l'espace de l'intervention politique au-delà du contenu précis du projet d'accord. Tout le monde dut alors en tenir compte.

IL EST TOUT À FAIT REMARQUABLE AUJOURD'HUI que ce sont des élections, les élections en Palestine, leur déroulement, leur résultat, l'intelligence et la maturité politique qu'elles ont manifestées,

Si l'on ne saurait contester le droit des Palestiniens à lutter contre l'occupation, la militarisation de l'Intifada a fait très tôt débat dans sa direction, en comparaison de la dimension populaire de la première Intifada de la fin des années 80.

à la face du monde, et – fait essentiel – au regard de la population israélienne, qui ont été décisives pour rouvrir la page nouvelle. Dans le rapport de forces qu'on connaît, elles ont permis à une Autorité palestinienne confortée dans sa légitimité de reprendre la main pour poser la question de la mise en œuvre des engagements pris avec la « feuille de route », et sortir ainsi d'un cycle de violence dont les deux peuples sortent épuisés. Il s'agit comme cela a été dit et redit que la force de la politique prenne le pas

sur la politique de la force. Le droit est dit. Celui du peuple palestinien a un Etat viable dans les frontières de 1967 avec Jérusalem-Est comme capitale. Celui d'Israël à une existence sûre. L'idée de « deux peuples deux états » a fait son chemin et a fini par s'imposer. Toute la question est celle des voies politiques pour arriver à un accord. L'environnement international, particulièrement européen, sera décisif, pour peser dans le bon sens et garantir les engagements. Mais il ne saurait suffire. Le soutien des deux peuples à une solution politique sera déterminant.

ON SOUS-ESTIME TROP SOUVENT cette condition quand on aborde le conflit israélo-palestinien. L'approche géostratégique, l'empreinte d'une conception statique des questions « dépolitise » en quelque sorte les analyses. Or c'est à un retour de la politique que l'on assiste, qui ne s'oppose pas à l'affirmation ferme des principes et du droit, mais au contraire vise à créer les conditions de sa mise en œuvre. En l'occurrence, puisqu'il s'agit de la puissance dominante et occupante, l'état de l'opinion en Israël est une des clés, à laquelle d'ailleurs les dirigeants palestiniens sont très attentifs. La primauté de la politique et du dialogue ne signifie pas la fin de l'affrontement ni ne fixe a priori des rapports de forces conformes à une solution durable parce que juste. Elle ne porte pas en soi la solution. Mais elle est la seule alternative à l'impasse de la violence. Elle doit libérer le champ d'une confrontation démocratique nécessairement intense, et en Palestine et en Israël, sur les choix à accomplir, et sur le contenu d'un accord final. C'est sans doute une des dimensions de la nouveauté de la situation au Proche-Orient, sur laquelle, en Europe, il nous faut porter une attention renouvelée.

Daniel Cirera •

UN AUTRE DROIT D'INVENTAIRE

Une étude approfondie et contradictoire de l'histoire du communisme, du mouvement ouvrier, jusque dans ses prolongements actuels, s'impose, pour comprendre la genèse et la portée des enjeux d'aujourd'hui, refuser toute historiographie « officielle », toute instrumentalisation au profit d'une idéologie ou d'une organisation. C'est une des missions assignées à la Fondation Gabriel Péri par ses fondateurs.

Une convention sera prochainement signée entre le PCF et la Fondation Gabriel Péri. Le Conseil d'administration de celle-ci a installé une commission chargée de proposer des projets de recherche et de vulgarisation et d'en suivre l'exécution. Composée d'historiens, dont Roger Martelli qui anime son travail, et Serge Wolikow, chercheur, vice président du Conseil d'administration de l'Université de Bourgogne ; d'anciens dirigeants du PCF, dont Francette Lazard, qui fut l'actrice de l'ouverture à la recherche des archives du PCF et de leur classement par les archives nationales. Divers travaux sont en préparation, notamment sur le rôle de Louis Aragon, dirigeant communiste, en collaboration avec Jean Ristat et divers spécialistes de l'œuvre de l'écrivain. A partir des archives sonores disponibles des discours, un CD-Rom sera édité, il sera accompagné de contributions critiques et de commentaires écrits.

LA FONDATION GABRIEL PÉRI participera à l'édition d'un catalogue des documents relatifs à 50 ans de l'activité du comité central du PCF : 1944 – 1994 (documents imprimés, documents papier, enregistrements). Il s'agit de l'inventaire d'une des séries majeures d'archives du PCF, répondant aux besoins réels des chercheurs et pouvant constituer un document de référence (appareil critique, index...). Nous aiderons également à la seconde édition et à la promotion

d'un CD-Rom sur l'histoire du PCF réalisé par Roger Martelli, Frédéric Genevée, Serge Wolikow, Jean Vigreux.

L'ANNÉE 2005 EST L'OCCASION de nombreuses commémorations. Une réflexion est engagée à propos de 1905, année riche d'enseignements pour notre siècle commençant : unification socialiste et création de la SFIO ; der-

nières lois laïques ; première révolution russe avec l'apparition des « soviets ». Une année charnière dans la structuration de ce que l'historien britannique Eric J. Hobsbawm a appelé le « siècle court ».

La Fondation participe d'autre part à la valorisation de la Bibliothèque Marxiste de Paris (voir ci-dessous).

Jean-Yves Gendron •

ARCHIVES

Bibliothèque Marxiste de Paris

LA SAUVEGARDE D'UN PATRIMOINE

prochainement, la Bibliothèque Marxiste de Paris (BMP) sera accueillie par l'université de Paris XIII et rouverte aux chercheurs et au public. La Fondation Gabriel Péri, conformément à ses statuts, participe à la conservation de ce patrimoine qui, dans l'attente de sa réouverture, sera stocké et traité par les techniciens du Centre national du livre.

Fondée en 1955 par Georges Cogniot, Jean Freville, Victor Joannes, Léon Moussinac et André Vieuguet, membres du comité central du Parti Communiste Français, la Bibliothèque Marxiste de Paris (BMP) était destinée à collectionner l'ensemble des publications se réclamant du marxisme, du mouvement ouvrier, et plus généralement des idées de progrès. Elle compte aujourd'hui plus de trente mille volumes publiés entre 1789 et 2000, et plus de quinze mille brochures.

LA BMP EST CONSTITUÉE de dons de dirigeants et de militants, d'échanges internationaux. Par ailleurs les Éditions sociales ont systématiquement déposé leurs publications, y compris leurs rééditions, de 1964 jusqu'à leur disparition.

La partie la plus ancienne de la bibliothèque comporte des ouvrages sur la Révolution Française, la révo-

lution de 1848, la Commune de Paris, dont certains contemporains des événements. Dans la partie la plus récente, la Bibliothèque compte des fonds divers liés à la personnalité, aux responsabilités, aux centres d'intérêts des donateurs : un fonds sur l'Allemagne du germaniste Emile Bottigelli, un fonds sur la Guerre d'Espagne de l'historien Georges Soria, des livres d'économies de Henri Claude. Elle comprend les bibliothèques de Claude Poperen, membre du bureau politique de 1967 à 1980, de Francis Cohen spécialiste de l'URSS, les archives politiques de dirigeants tels que François Billoux, ancien ministre, Marcel Cachin directeur de « l'Humanité », André Marty, Raymond Guyot, membres du bureau politique, et David Diamant historien de l'Union des Juifs pour la Resistance et l'Entraide (UJRE), ainsi que les archives littéraires de Paul Vaillant-Couturier et de Henri Barbusse.

Datant des 18^e et 19^e siècle, les 15 000 brochures comprenant notamment un fonds des socialistes utopistes. Dans le domaine de la presse, on y trouve notamment la collection des revues auxquelles ont collaboré Henri Barbusse et Paul Vaillant-Couturier. •



hères lectrices,
chers lecteurs,

Vous avez en main le premier numéro de la Lettre de la Fondation Gabriel Péri. Elle paraîtra mensuellement, sous 4 ou 8 pages, selon nos moyens.

La Lettre vous informera de l'activité de la Fondation : ses Rencontres mensuelles ; les colloques et autres réunions que la Fondation Gabriel Péri organisera, seule ou en collaboration avec d'autres.

La Lettre sera également l'occasion de publier des articles et points de vues de chercheurs, de journalistes ou d'hommes et de femmes engagés dans la vie sociale et politique, sur l'actualité ou les débats émergeant, ou que nous souhaitons contribuer à faire émerger.

La Lettre s'inscrit dans une ambition éditoriale qui verra la publication, dès ce printemps, d'une revue trimestrielle, FoundationS, consacrée à la fois aux grandes problématiques politiques et idéologiques de notre temps et au travail de mémoire que nous engageons par ailleurs, notamment à partir des archives du Parti communiste français, mais pas seulement...

Ce travail se poursuivra par l'édition de livres ou matériaux audio-visuels. Un tout premier projet consistera à rassembler les interventions politiques enregistrées de Louis Aragon, tandis que la publication d'une biographie de Gabriel Péri est prévue pour l'automne prochain.

L'ensemble éditorial que nous voulons construire pas à pas s'articulera, naturellement, avec le site Internet – www.gabrielperi.fr, ouvert depuis le 15 janvier. Cette ambition nécessite des moyens. L'activité de la Fondation Gabriel Péri a besoin de votre contribution.

Nous vous appelons donc à vous abonner sans attendre à la Lettre de la Fondation Gabriel Péri en remplissant et en nous retournant le bulletin ci-contre. Vous pouvez également nous adresser vos dons directement au siège de la Fondation.

Bernard Frederick •
Rédacteur en chef

Directeur de publication : Michel Maso
Rédacteur en Chef : Bernard Frederick
Fondation Gabriel Péri

6, place Tristan Bernard – 75017 Paris
Courriel : fondation@gabrielperi.org
www.gabrielperi.fr

Conception/réalisation graphiques :

Atelier Sacha Kleinberg

Impression : CPE Conseil

FONDATION

Calendrier du printemps

16 AVRIL COLLOQUE INTERNATIONAL A PARIS

« La transformation sociale à l'heure de la mondialisation »

Le colloque se déroulera le 16 avril de 8 h 45 à 17 h. À l'Espace Conférence des Diaconesses, 18, rue Sergeant Bouchat, 75012 Paris.

Trois tables rondes :

● « Face à la mondialisation, sommes-nous condamnés à l'impuissance ? »

A partir d'un échange d'expériences, françaises et étrangères, il s'agira de débattre de la revalorisation du politique.

● « Mondialisation, action politique, mobilisation de la société ».

Quelles interactions nouvelles du politique et de la mobilisation de la société dans ses différents champs ?

● « Les interactions du local au mondial, les territoires dans la mondialisation ».

Il s'agit, entre autres choses, de repérer et de valoriser les niveaux de décisions et d'actions pertinents pour faire progresser les exigences de transformation sociale.

20 MAI RENCONTRE PHILOSOPHIQUE

« Actualité de la pensée et de l'œuvre de Marx en France, en Europe et dans le monde »

A la Maison de la Chimie, 28 rue Saint Dominique à Paris 75007, de 18 h à 22 h 30.

Marx penseur du passé ? Marx dépassé ? Marx modernisé ? Marx

pensée qui ne cesse de devenir monde ? Marx à repenser ? Telles sont les questions que nous aimerais vous voir aborder pendant cette soirée organisée en collaboration avec les Rencontres philosophiques et le Réseau Marx contemporain de l'association Espaces Marx.

BULLETIN D'ABONNEMENT ET DE SOUTIEN



Je m'abonne à La Lettre de la Fondation Gabriel Péri

Nom Prénom

Adresse

CP Ville

Tél. Courriel

Profession

Abonnement d'un an (10 numéros) 15 e

Étudiants et chômeurs 10 e – Prix au numéro 2 e

Je soutiens l'action de la Fondation Gabriel Péri

Je verse la somme de

Bulletin à renvoyer accompagné du règlement
à Fondation Gabriel Péri – 6, place Tristan Bernard 75017 Paris

Reconnue d'utilité publique par décret en date du 22 juillet 2005, la Fondation Gabriel Péri peut recevoir des dons et des legs des particuliers et des entreprises. Au titre des versements et dons effectués, les contribuables bénéficient d'une réduction d'impôt sur le revenu égale à 60 % de leur montant, dans la limite de 20 % du revenu imposable ; les entreprises assujetties à l'impôt sur le revenu ou à l'impôt sur les sociétés bénéficient d'une réduction d'impôt de 60 % dans la limite de 0,5 % de leur chiffre d'affaires.

